

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 05/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS MAILLON

30 BIS RUE DU VIEIL ABREUVOIR
78100 Saint-Germain-en-Laye

Code AIOT : 0007407965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement SAS MAILLON implanté 21 RUE DE L'INDUSTRIE 93000 Bobigny et fait suite à l'inspection réalisée le 24/03/2023 qui n'avait pas permis de visiter dans de bonnes conditions d'accueil l'ensemble des installations. L'inspection a été annoncée le 29/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS MAILLON
- 21 RUE DE L'INDUSTRIE 93000 Bobigny
- Code AIOT : 0007407965
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAILLON, qui exerce sous le code NAF 3811Z « collecte de déchets non dangereux », exploite une activité de récupération, stockage et recyclage de métaux au 21-25, rue de l'Industrie, à Bobigny, depuis le 19/03/18.

Le site se trouve dans la zone industrielle « Les Vignes », dans une rue en impasse le long d'une ligne

de chemin de fer. Il occupe les parcelles cadastrales Q96 et Q50 sur une surface de 5 465 m² (5 145 m² + 320 m²).

Il est constitué d'une voie centrale d'environ 15 m de large sur 100 m de long, longée d'un côté par les locaux administratifs, des casiers de tri, une aire de stockage pour les métaux broyés et, de l'autre côté, par deux bâtiments couverts, des aires de stockages en bennes et des aires de stockage en vrac ; une presse cisaille est installée au fond du site.

Le site est situé dans une zone industrielle, le long d'une voie de chemin de fer. Les enjeux sont principalement d'ordre environnemental.

L'exploitation du site a été réglementée par arrêté préfectoral du 20/03/89 délivré à la société SDM SAS à laquelle lui ont succédé la société SDM en 2001, devenue société GALLOO en 2014 (déclaration du 17/03/14), et la Société EUROPE FER METAUX, dite EFM, en 2015 (récépissé du 06/07/15). L'arrêté préfectoral du 05/09/12 acte l'antériorité des installations exploitées sous les rubriques 2713-1 (A), 2791-2 (DC) et 2718 (A).

La société MAILLON a demandé la succession de l'autorisation d'exploiter par courrier du 23/04/18, reçu en préfecture le 25/04/18.

Les arrêtés préfectoraux du 20/03/89 (annulant les conditions de l'arrêté préfectoral du 08/11/74) du 05/09/12 et du 27/02/19 (pour la rubrique 2718) réglementent les installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action coup de poing incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 01/01/2013, article L511-2 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 3 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Lettre de suite préfectorale | |
| 7 | Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 8 | Confinement des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article Condition 9 | / | Lettre de suite préfectorale | |
| 11 | Rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article Condition 8 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|---|-----------------------|
| 12 | Rejets eaux | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20 | / | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2 | Mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 22/08/2019, article 2 | / | Sans objet |
| 4 | Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Sans objet |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Sans objet |
| 10 | Stockage batteries | AP Complémentaire du 27/02/2019, article 2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour faire suite aux conclusions de la précédente inspection du 24 mars 2023 qui n'avait pas permis de visiter le site, l'exploitant a depuis uniquement effectué le contrôle de ses extincteurs. Au regard de l'historique du site en terme d'incidents et d'accidents liés à l'incendie, **l'exploitant doit améliorer de manière significative** le suivi de ses moyens de lutte contre l'incendie (matériel et organisationnel). L'accessibilité de la vanne d'isolement du réseau des eaux pluviales n'était, par exemple, toujours pas protégée. Le reste de l'exploitation est globalement satisfaisant tout en nécessitant plusieurs **améliorations** : rétentions sous récipients, évacuation de matériels hors d'usage, étiquetage des produits, etc. L'Inspection note également un vieillissement général de l'étanchéité du site pour lequel l'exploitant devra prévoir des travaux à court/moyen terme.

2-4) Fiches de constats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2013, article L511-2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p>Constats : L'exploitant a déclaré son installation sous la dénomination MAILLON et le numéro de SIRET n°83814735300018 qui correspond à l'adresse du siège de la société situé au 30 Bis RUE DU VIEIL ABREUVOIR 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Or l'activité se déroule sur le site de Bobigny qui selon la base de données du registre du commerce ne dispose pas de SIRET propre en tant qu'établissement secondaire. L'exploitant devra fournir à l'Inspection le numéro de SIRET du site de Bobigny afin de mettre à jour son dossier ICPE. Le classement établi et mis à jour dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0535 du 27 février 2019 est toujours d'actualité.</p> <p>Les rubriques en vigueur sur le site sont les suivantes: - 2713-1 à enregistrement avec droits acquis pour ses activités de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux ; - 2791-2 à déclaration (avec contrôle périodique mais non obligatoire puisque site à autorisation) avec droits acquis pour ses activités de traitement de déchets non dangereux relatives au découpage/broyage des déchets métalliques ; - 2718-1 à autorisation avec droits acquis pour ses activités de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relatives au stockage de batteries.</p> <p>L'exploitant devra toutefois fournir à l'inspection, pour la rubrique 2791-2, les documents justificatifs permettant de vérifier le bon respect du seuil de la déclaration qui ne doit pas dépasser la quantité de 10 tonnes par jour de déchets traités.</p> <p>Concernant un éventuel classement au titre de la rubrique 2710, les échanges avec l'exploitant et la visite ont permis de constater qu'une partie importante de son activité était liée à l'apport volontaire de déchets métalliques par des petites camionnettes. Toutefois et conformément à la doctrine définie dans la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets du 27 avril 2022, ce type d'apport correspond à la définition de collecteur en petites quantités qui a pris la responsabilité du producteur du déchet. De ce fait, l'activité du site n'a pas à être classée au sein de la rubrique 2710 car elle est déjà couverte par la rubrique 2713. En conséquence, le 3ème point de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n°2019-2267 du 22 août 2019 peut être levé.</p> <p>La visite a également permis de constater que l'exploitant n'acceptait plus le dépôts des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) par ses clients. Aucun DEEE n'a été trouvé sur le site. L'exploitant devra donc effectuer une déclaration de cessation totale de cette activité au titre de la rubrique 2711 conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail au préfet le 3 juillet, sa déclaration de cessation de l'activité 2711. De ce fait, le 1er point de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n°2019-2267 du 22 août 2019 pourra être levé. L'exploitant devra toutefois formaliser cette cessation par l'envoi d'un courrier daté et signé par le responsable de la société Maillon.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Mise en demeure

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2019, article 2 |
| Thème(s) : Autre, Respect de la mise en demeure |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La société SAS MAILLON, dont le siège social est situé au 30 Bis, rue du Vieil Abreuvoir à Saint-Germain-en-Laye (78100), est mise en demeure pour son site sis 21-25, rue de l'Industrie à Bobigny (93000), dans un délai de un mois de : <ul style="list-style-type: none">◦ soit déclarer les installations 2711 et se mettre en conformité avec les conditions de l'arrêté du 6 juin 2018 pour cette rubrique, soit lui en notifier la cessation immédiate ;◦ compléter, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 06/06/18 et à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 27/02/19, et diffuser aux personnels (au moyen d'affichage, de réunion périodique d'information...) les consignes de sécurité et d'exploitation (notamment les dispositions pour isoler le réseau, les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de leur réutilisation, les dispositions pour réaliser tous travaux dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents) ;◦ compléter sa demande de modification relative à la rubrique 2710, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en précisant les dangers et inconvénients générées par ces installations et les mesures de prévention et de réduction mis en œuvre pour en compenser les effets. |
| Constats : Le premier et troisième point de la mise en demeure ont bien été respecté par l'exploitant (cf. point de contrôle précédent sur la situation administrative). La visite a permis de constater que le deuxième point relatif à la diffusion et affichage des consignes de sécurité est également respecté. L'arrêté de mise en demeure n°2019-2267 du 22/08/2019 peut donc être intégralement levé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur. |
| Constats : Le contrôle de l'installation électrique a été effectué le 14 avril 2023 par le bureau de contrôle Pôle Vérification. L'exploitant n'avait pas encore reçu le rapport de vérification, ni l'attestation Q18 le jour de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. |
| Constats : Le site dispose de 19 extincteurs répartis sur le site. Il n'y a pas de RIA. L'exploitant a également disposé 4 cuves de 1000 L d'eau qui, en cas de début d'incendie, sont manipulées par le grappin mécanique pour être renversées sur le foyer. Une cuve mobile de 3000 L avec une pompe alimentant une lance est aussi présente. Ces moyens sont conformes par rapport aux prescriptions qui s'appliquent à l'installation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. |
| Constats : Voir les constats effectués lors de la première inspection du 24 mars 2023. L'exploitant a indiqué que le plan du site était en cours de mise à jour et sera ensuite affiché à l'entrée du site, à côté de la vanne d'isolement, dans un format adapté à une bonne lisibilité par les services de secours. L'accueil dispose d'un dossier prévention incendie à destination des pompiers qui sera complété avec le plan à jour. Observation : ne pas oublier d'ajouter à ce dossier un double des clés permettant d'accéder aux espaces fermés du site, hangar notamment. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. |
| Constats : Le site dispose de plusieurs réserves de sables avec des pelles. L'Inspection émet toutefois une observation demandant à l'exploitant de s'assurer que les réserves de sable présentes à l'extérieur soient correctement couvertes afin de conserver le sable sec et meuble. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection son registre de sécurité indiquant que le contrôle des extincteurs avaient été réalisé le 14 avril 2023 par la société BPI. Un contrôle par échantillonnage des extincteurs sur le site a permis de confirmer ce contrôle. L'Inspection est toutefois en attente de la transmission du rapport de contrôle. Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'évacuer vers les filières adaptées tous les extincteurs usagés encore présents sur son site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article Condition 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduelles des installations classées. |
| Constats : Voir les constats effectués lors de la première inspection du 24 mars 2023 qui sont pour rappel: Le site dispose d'une cuve de rétention enterrée des eaux pluviales de 80 m3 et d'une vanne d'isolement du réseau à l'entrée du site. Cette dernière est bien signalisée avec les consignes d'actionnement mais elle était inaccessible du fait du stationnement d'un véhicule sur la trappe d'accès au sol de la vanne. Il est donc nécessaire de mettre en place un dispositif permettant un accès permanent à la vanne. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

N° 10 : Stockage batteries

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2019, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Condition de stockage des batteries |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les déchets admissibles sous la rubrique 2718 sont exclusivement les batteries, dans la limite d'une quantité cumulée de 24 tonnes.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>Les contenants des batteries sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.</p> <p>Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement des batteries sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.</p> <p>Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.</p> <p>Les batteries sont évacuées de l'installation dans les 90 jours qui suivent leur prise en charge.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p> <p>L'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique.</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des batteries sont distinctes et clairement repérées.</p> <p>Les batteries sont stockées dans des conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses.</p> <p>Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Au moins un extincteur est installé à proximité.</p> <p>Une réserve de produits absorbants et de produits de nettoyage avec le matériel de mise en œuvre est disponible à tout moment.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour une consigne d'exploitation imposant la fermeture des vannes d'isolement des exutoires de rejet en cas d'incident ou d'accident.</p> |
| <p>Constats : Les seuls déchets dangereux récupérés sur le site consistent en des batteries. Elles sont stockées dans une benne métallique adaptée à ce type de déchet de 12 tonnes disposée à l'abri dans une partie couverte du hangar. Un extincteur est présent à proximité de cette benne. Le site est clôturé et fermé en dehors des heures d'ouverture. Un portail de détection des matières radioactives est installé à l'entrée du site depuis 2018. La maintenance du dispositif est assurée par la société BERTHOLD. Après collecte, les batteries sont expédiées vers le site de traitement de REVIVAL-DERICHEBOURG situé à Castine-en-Plaine - Rosquancourt (14). L'exploitant indique à</p> |

| |
|--|
| L'Inspection qu'il utilise bien l'application Trackdéchets pour le suivi de ces expéditions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Rétention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article Condition 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention sous conteneurs de liquides |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : (...) Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures, et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.</p> |
| <p>Constats : Plusieurs récipients et GRV de 1000 L contenant des liquides dangereux destinés à l'entretien des machines et des camions de l'exploitant sont stockés sans rétention. L'exploitant doit mettre en place des rétentions étanches aux liquides susceptibles d'être récupérés en cas de fuite ou d'égouttures. Les récipients et GRV utilisés mais vides doivent aussi être stockés sur rétention ou évacuer vers la filière adaptée (déchet dangereux). Pour rappel, la capacité de rétention doit être calculée selon les dispositions suivantes: Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. L'exploitant doit aussi vérifier et s'assurer que l'étiquetage des récipients et GRV est cohérent avec le liquide présent, notamment pour ceux contenant seulement de l'eau. Le site dispose également d'une distribution d'appoint de carburant (GO) avec une citerne double paroi en PE-HD (polyéthylène à haute densité) d'environ 3000 L pour l'approvisionnement des camions et engins de la société. L'Inspection demande à l'exploitant d'évacuer vers la filière appropriée (déchet dangereux) l'ancienne citerne de distribution hors d'usage qui n'a plus lieu d'être sur le site.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 12 : Rejets eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20 |
| Thème(s) : Risques chroniques, contrôle annuel des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article. |
| Constats : Le contrôle annuel des rejets aqueux n'a pas été réalisé par l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |